Michel Hébert, *La voix du peuple : une histoire des assemblées au Moyen Âge*

Paris, PUF, 2018, 310 p.

Damien Connil

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/mots/27532>

DOI : 10.4000/mots.27532

ISSN : 1960-6001

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 19 novembre 2020

Pagination : 165-168

ISBN : 979-10-362-0280-3

ISSN : 0243-6450

Référence électronique

Damien Connil, « Michel Hébert, *La voix du peuple : une histoire des assemblées au Moyen Âge* », *Mots.*

Les langages du politique [En ligne], 124 | 2020, mis en ligne le 01 janvier 2021, consulté le 04 janvier 2023. URL : <http://journals.openedition.org/mots/27532> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/mots.27532>

Ce document a été généré automatiquement le 4 janvier 2023.

Tous droits réservés

Michel Hébert, *La voix du peuple : une histoire des assemblées au Moyen Âge*

Paris, PUF, 2018, 310 p.

Damien Connil

RÉFÉRENCE

Michel Hébert, *La voix du peuple : une histoire des assemblées au Moyen Âge*. Paris, PUF, 2018, 310 p.

- 1 Des expériences multiples, variées, diverses, mais un même mouvement. Convergent, du moins. Celui d'assemblées qui, à une époque, le Moyen Âge, « s'imposent partout comme lieux de médiation du pouvoir » (p. 11). Des assemblées représentatives. Des assemblées de type parlementaire. Dans *La voix du peuple*, Michel Hébert, professeur émérite à l'université du Québec à Montréal, en propose l'histoire et, plus précisément, « l'histoire de cette représentation politique comme une histoire culturelle, voire anthropologique » (p. 13). Pour qui s'intéresse aux Parlements contemporains et à leur parole, l'ouvrage est aussi une invitation à regarder un peu plus loin, du côté de l'histoire. Non pas simplement pour y confronter nos schémas actuels – ce dont l'auteur prévient –, mais bien plutôt pour rendre compte, de manière interdisciplinaire, d'interrogations partagées, y compris à propos d'assemblées qui ne sont pas, peut-être, celles auxquelles on pense immédiatement.
- 2 Dans cet ouvrage, l'auteur cherche à « esquisser un cadre conceptuel » qui, loin de nier les spécificités qu'il observe, permet de mieux comprendre comment, à la fin du Moyen Âge, se développent, dans l'ensemble de l'Europe occidentale, des assemblées territoriales aux dénominations diverses mais aux réalités semblables (p. 12). L'enjeu est pour lui de « déterminer, à travers leurs procédures ou leurs manières de faire, à travers leurs discours formels ou à travers leurs multiples actualisations de la parole (négociation, délibération, vote), ce qu'elles expriment et ce qu'elles symbolisent en

l'exprimant, quant à l'ordre social et à un certain idéal du bon gouvernement, fondateur d'une authentique communauté politique » (p. 15).

- 3 À cet égard, la démarche n'est pas tout à fait sans rappeler celle de Marcel Detienne invitant anthropologues et historiens à analyser les manières de « s'assembler » pour comprendre, aussi, la construction des communautés politiques. Le spectre est certes différent et les perspectives ne sont pas les mêmes. Il ne s'agit plus ici d'examiner comment l'on s'assemble dans des sociétés éventuellement éloignées les unes des autres, de la Grèce antique aux Ochollo d'Éthiopie, des Cosaques aux Commons, des cités italiennes aux Constituants français. Dans *La voix du peuple*, M. Hébert observe, lui, les pratiques d'assemblées de la seconde partie du Moyen Âge, du XI^e-XII^e siècle jusqu'au tournant du XVI^e, dans des sociétés relativement proches, celles de l'Europe occidentale. Mais il s'agit bien de penser la représentation, le « vouloir s'assembler » et les modalités mises en œuvre à cette fin.
- 4 Pour cela, l'auteur poursuit les réflexions qui étaient les siennes dans un ouvrage plus important, paru en 2014. Plutôt que de voir dans les assemblées médiévales « les origines, les fondements ou la genèse des assemblées modernes et contemporaines », il les considère comme des « expériences [...] destinées à répondre à des besoins nouveaux » (p. 12-13). Il propose alors une « pragmatique du langage politique » (p. 14), et s'inspire tout à la fois de l'histoire linguistique des usages conceptuels, illustrée par les travaux de John Pocock ou Quentin Skinner, et de la communication symbolique, explorée par Barbara Stollberg-Rilinger. Dans cette perspective, il ne s'intéresse pas « aux idées médiévales sur le peuple, la représentation ou la souveraineté pour leur seul intérêt intrinsèque (objet, déjà, de nombreux travaux) mais plutôt pour et à travers l'usage qui en est fait dans les discours et les pratiques de la convocation, de la délibération ou de la reconnaissance des assemblées » (p. 14).
- 5 Là réside tout l'intérêt de l'ouvrage. La démonstration de M. Hébert se fait en trois temps, sur neuf chapitres.
- 6 Les trois premiers retracent l'émergence des assemblées représentatives. Si un « air de famille » (p. 18), encore lointain, peut, à l'origine, être observé dans des pratiques plus ou moins disparates, du monde scandinave au sud de l'Europe, de même que les prémices d'un « exceptionnalisme anglais » (p. 24) apparaissent déjà, les assemblées demeurent jusqu'au XIII^e siècle sur le terrain de la représentation symbolique où les Grands et eux seuls représentent le peuple. Les changements n'interviennent qu'après, lorsqu'une forme d'échange politique entre princes et sujets se fait jour : des intérêts divergents se confrontent (p. 33), la représentation se territorialise (p. 40) et des sources, de plus en plus nombreuses, mettent en évidence, à l'instar de la *Magna Carta* de 1215, des enjeux nouveaux autour des libertés fiscales ou de la protection des droits. Le moment décisif est cependant le siècle suivant, celui du « moment parlementaire » (p. 53). Car, malgré des expériences diverses et des variations notables, à la fin du XIV^e siècle, au plus tard, « il n'est guère de royaume, de pays, de principauté, qui n'ait fait l'expérience d'une forme de représentation populaire » (p. 70). L'inverse (comme en Italie) a même plutôt de quoi surprendre. Des assemblées de plus en plus formalisées, élargies et aux dénominations multiples incarnent ainsi un dialogue et un dualisme entre des princes et des sujets qui se constituent en communautés politiques (p. 71).
- 7 Les trois chapitres suivants interrogent les principes sur lesquels reposent ces nouvelles pratiques. Primo, la question du consentement, étudiée à travers les lettres

de convocation aux assemblées, fait apparaître « l'indétermination de la fonction de ces assemblées » et révèle « l'essence même de ce système de représentation politique » (p. 101). D'où se dessine encore une communauté sans laquelle on ne peut gouverner. Secundo, par le questionnement sur la souveraineté, M. Hébert insiste sur les réflexions menées quant à la nature du pouvoir et aux formes de gouvernement pour examiner leur incidence sur les pratiques de la représentation. Il observe que « l'idée d'une origine populaire du pouvoir est communément admise » (p. 114), qu'elle se traduit par des contrats de gouvernement, des prestations de serment ou des pactes d'exercice et qu'elle a pour corollaire « la possibilité d'un désaveu » (p. 130) et d'un *jus resistendi* (p. 132). Tertio, l'indétermination domine encore la notion de *peuple*. Les mots explorés sont nombreux : *peuple*, *communs*, *communauté*, *terre*, *patrie*, *pays*... Pour l'auteur, « des communautés territoriales unies par le droit, les coutumes et la croyance en une histoire partagée » apparaissent (p. 168). C'est alors l'idée de « corps politique » ou de « corps mystique » qui retient son attention, les assemblées en étant l'une des voix.

- 8 Les trois derniers chapitres analysent les conditions d'expression de cette voix politique par les assemblées. L'auteur commence par examiner la convocation, l'élection et le mandat pour s'intéresser aux « conventions par lesquelles une communauté politique se détermine à travers le processus de sa mise en représentation » (p. 174). Il note ainsi, à partir du XIII^e siècle, une modification du paradigme où coexistent représentations par autorité et par mandat (p. 181). Il observe les réponses données aux convocations et la façon dont la désignation devient un enjeu (p. 190). Il étudie la teneur du mandat, libre ou impératif, et remarque que cette question est déjà au cœur des réflexions (p. 196-197). L'auteur poursuit par l'examen des « procédures », au sens de Niklas Luhmann, que révèlent les assemblées. La scénographie est étudiée pour analyser « le choix des lieux, la disposition des sièges ou la pompe des cérémonies inaugurales » (p. 212). Les discours et la délibération sont scrutés, notamment dans les modalités concrètes de cette dernière : verbalement, à main levée, par assis/debout ou « avec les pieds » (p. 241). L'auteur termine par l'appréhension des enjeux du dialogue politique entre princes et sujets, à travers la diversité des questions débattues et des mots échangés. Il met en évidence la manière dont, selon les cas, les assemblées « consentent, octroient ou ordonnent », « conseillent, avisent ou remontrent » (p. 247).
- 9 Pour l'historien, à la fin du Moyen Âge, « au tournant de l'année 1500, les assemblées représentatives sont partout » (p. 287). Mais il insiste sur un point : leur développement ne s'est pas fait dans le cadre d'un modèle unique. Des expériences nombreuses et diverses caractérisent ce développement par tâtonnements, hésitations ou expérimentations. Car il s'agit avant tout, dans chacun des cas, de répondre aux nécessités du temps et du lieu. Une « manière de faire commune » (p. 290), cependant, se dégage. Le mérite du travail de M. Hébert est de mettre tout cela en évidence dans l'étude d'un « dispositif au sens foucaldien » (p. 292), une étude dont l'ampleur – chronologique et géographique – impressionne. Pour mieux en comprendre les enjeux et le fonctionnement, les mots et la culture. Pour mieux comprendre, tout simplement, le phénomène parlementaire.

BIBLIOGRAPHIE

DETENNE Marcel éd., 2003, *Qui veut prendre la parole ?*, Paris, Seuil.

DETENNE Marcel éd., 2000, *Comparer l'incomparable*, Paris, Seuil.

HERBERT Michel, 2014, *Parlementer : assemblées représentatives et échange politique en Europe occidentale à la fin du Moyen Âge*, Paris, De Boccard.

LUHMANN Niklas, 2001, *La légitimation par la procédure*, L. K. Sosoe et S. Bouchard trad., Paris, Cerf, Laval, Presses de l'université Laval.

AUTEURS

DAMIEN CONNIL

Chargé de recherche CNRS, Univ. Pau & Pays Adour, Aix Marseille Univ., Université de Toulon, CNRS, DICE, IEZIA, Pau, France